

POURQUOI NOUS AVONS BESOIN D'UNE GAUCHE OUVERTE

par Andrew Gamble

Depuis une dizaine d'années, la Gauche perd du terrain. Comment peut-elle se réinventer et reprendre la main dans la guerre des idées ? Elle doit adopter de nouvelles doctrines radicales et changer sa manière de faire de la politique.

Les progressistes pensent que les sociétés humaines peuvent être améliorées, mais ils savent aussi que ces progrès ont toujours été irréguliers, souvent obtenus au prix d'efforts colossaux, et qu'en leurs noms, les êtres humains ont déchaîné des forces qu'ils semblent de plus en plus incapables de contrôler. Pour la plupart des habitants de la planète, la situation s'est sensiblement améliorée au cours des deux siècles derniers, mais il reste encore beaucoup à faire et de nouveaux dangers menacent d'anéantir les progrès réalisés. La montée du nationalisme populiste, cette dernière décennie, rappelle que les ordres politiques sont fragiles. Les institutions qui ont apporté paix, prospérité et bien-être pourraient facilement être ébranlées, voire renversées.

Face à ces dangers, la Gauche doit réagir de deux manières. Tout d'abord, la Gauche doit de nouveau adhérer à des concepts visionnaires en faveur d'une société meilleure pour tous, des visions capables d'inspirer le changement et qui permettent de rallier de nouveaux partisans. Ensuite, elle doit changer sa manière de faire de la politique. La Gauche doit s'ouvrir, construire les coalitions les plus larges

possible, et éviter le factionnalisme et le tribalisme politiques qui ont si souvent entravé sa progression par le passé. Les membres de la Gauche doivent s'éloigner de la technocratie pour redevenir des démocrates en constante interaction avec les citoyens.

La vision d'une Gauche ouverte pour l'avenir présente quatre priorités principales.

► La première priorité est l'établissement d'un ordre international multilatéral ouvert, qui permette de développer les institutions existantes tant au niveau mondial que régional. Il faut dépasser l'ordre "occidentocentrique" du passé en intégrant pleinement les puissances émergentes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud dans la définition des règles censées régir ce nouvel ordre. Il faut préserver les institutions multilatérales et les utiliser pour avancer, ou le nationalisme économique et l'aventurisme militaire prendront le dessus.

► La deuxième priorité est la mise en place d'une économie inclusive et durable. Pour

ce faire, une réorientation de notre raisonnement s'impose. Il faut cesser de chercher la croissance économique à tout prix et la maximisation des bénéfices des actionnaires, pour se concentrer sur la sauvegarde de la biosphère et la maximisation des bénéfices pour tous, en particulier pour les ménages et les économies locales. Il faut penser à ce qui vient après l'austérité, à l'avenir du travail dans la nouvelle économie numérique, envisager un revenu de base universel et un « New Deal » vert. Le prochain modèle économique – qui



Les membres de la #Gauche doivent s'éloigner de la technocratie pour redevenir des démocrates en constante interaction avec les citoyens.

@Andrew Gamble





devrait permettre de rééquilibrer l'économie, de lutter contre le changement climatique, et d'aider les laissés-pour-compte de la mondialisation – devra renforcer et élargir les capacités de l'État. Un système moins centralisé, plus égalitaire et équitable pourra ainsi voir le jour et de nouvelles formes d'entreprises pourront émerger. Les économies locales devraient être davantage isolées des secteurs mondialisés et les activités devraient être jugées sur leur capacité à générer des bénéfices pour tous, plutôt que pour les seuls actionnaires.

► La troisième priorité est la mise en place d'un État-providence remodelé. Il serait fondé sur un nouvel engagement en faveur des services essentiels à tous, avec l'adoption éventuelle d'un revenu de base universel, pour offrir une certaine sécurité aux ménages au travers d'un complément de revenu, mais aussi sur la création d'opportunités, au travers d'investissements dans l'éducation, la santé et les services sociaux, pour veiller à ce que personne ne soit laissé de côté. Dans un État-providence moderne, les citoyens doivent être convaincus de la nécessité de payer plus pour bénéficier des nombreux avantages que leur apportent les services publics, et les prestataires doivent essayer de travailler plus au niveau local et de manière décentralisée. Les impôts et taxes affectés, les salaires minimums vitaux, des investissements consacrés à tous les jeunes de 16 à 20 ans, et des subventions en capital pour les particuliers sont

autant de propositions qui vaudraient la peine d'être explorées plus avant.

► La quatrième priorité est le renouvellement de la démocratie. Il faut défendre les institutions fondamentales qui ont défini ce qu'est la démocratie, mais aussi l'État de droit, l'égalité en droits de tous les citoyens, la pluralité des médias, la liberté d'association et la liberté d'expression. Il faut aller encore plus loin pour renforcer la démocratie et l'étendre à d'autres domaines, afin de faire face aux nombreuses nouvelles menaces que sont l'érosion de la confiance dans les mandataires et les experts, la déferlante des médias sociaux, et l'affaiblissement des communautés. Nous devons changer la relation qui unit le gouvernement et les citoyens, en renforçant la transparence du gouvernement et en améliorant la manière dont il interagit avec eux. Le pouvoir doit être décentralisé, de sorte à garantir une réelle prise de responsabilités au niveau local et une plus grande participation des dirigeants locaux à la prise de décisions sur les économies locales, les besoins des ménages et la protection de la biosphère. La quête de l'égalité pour tous les citoyens – avec en point de mire l'élimination de toutes les formes de discrimination, de préjugés et d'abus – demeure au cœur du projet progressiste.

Décider de faire de la politique autrement, c'est accepter qu'il n'y ait pas qu'un seul parti progressiste, qu'une seule volonté du peuple et qu'une seule classe sur laquelle les

“

La Gauche doit de nouveau adhérer à des idées visionnaires, en faveur d'une société meilleure pour tous

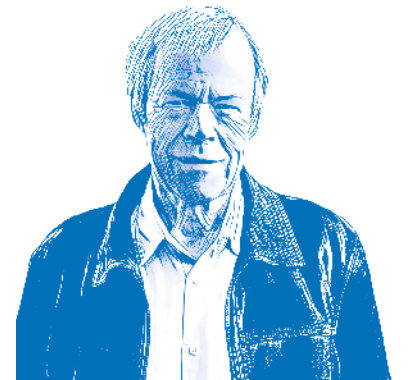
”

progressistes peuvent s'appuyer pour développer des projets porteurs de changement.

Nous vivons dans des économies postindustrielles et des sociétés multiculturelles complexes. Les avis, les intérêts et les connaissances sont très diversifiés, et les certitudes et repères du passé ont disparu.

Une Gauche ouverte doit reconnaître qu'il existe de nombreuses valeurs et perspectives différentes et qu'il n'y a pas qu'une seule façon de faire. C'est la première étape à franchir pour former une nouvelle coalition progressiste. C'est ainsi que pourra naître une vision nouvelle et convaincante de ce qui ne va pas et de ce qu'il faut faire pour y remédier. C'est ainsi également que pourront émerger des leaders capables de convaincre les électeurs de leurs compétences et de leur honnêteté.

Des millions d'électeurs en Europe sont prêts à rallier un parti progressiste qui présente une vision inspirante de l'avenir, des idées politiques détaillées, des dirigeants dignes de confiance et une politique générale ouverte et inclusive. La création d'un tel parti et la remise en question des orthodoxies de l'establishment des conservateurs traditionnels et de la nouvelle classe politique émergente des nationalistes populistes : tels sont les défis à relever pour les progressistes aujourd'hui.



> AUTEUR

Andrew Gamble est un universitaire et un auteur britannique. Il enseigne la politique à l'Université de Cambridge et est membre du Queens' College.



La Social-démocratie a failli sur deux fronts : d'un côté, elle n'a pas réussi à construire un mouvement citoyen transnational apte à transcender le pouvoir collectif des États, inévitable source de nationalisme ; de l'autre, la Troisième Voie, avec Blair, Schröder et Clinton, et plus tard Hollande, a composé avec le néolibéralisme. Sous le couvert de promouvoir une politique de croissance par l'offre et pour cela de miser sur la dérégulation du travail, la libéralisation de la finance et les privatisations, elle a négligé la croissance par la voie de la distribution plus égalitaire des gains de productivité et de la richesse. Dans les deux cas, elle n'a pas été en mesure d'exploiter la dimension européenne : ni régulation effective du capitalisme global, ni politique industrielle européenne

Le néolibéralisme économique conduit aujourd'hui l'Europe à l'illibéralisme politique. Face à elle la Social-démocratie n'a pas su la stopper. En combinant intergouvernementalisme et néolibéralisme, l'UE organise sa propre impuissance et pousse aux inégalités. Elle met ainsi la démocratie européenne en danger et sa propre survie en question.

avec le concours d'une puissance publique commensurable avec celle des États-Unis et de la Chine, ni contrôle de l'hypertrophie de la finance. Mais avec le consentement de fait à la concurrence fiscale et sociale, la Social-démocratie s'est réfugiée dans des combats d'arrière-garde sur les acquis sociaux, méritoires certes, mais trop souvent biaisés par le corporatisme et le clientélisme.

La Social-démocratie n'a pas réalisé qu'au terme des Trente glorieuses, le curseur de la répartition de la valeur ajoutée se dirigeait trop vers une part excessive pour les profits et une distribution trop inégalitaire des salaires nourries par la mondialisation et l'innovation alors qu'il fallait agir sur les causes. Elle a cherché à compenser ces inégalités, notamment celles nées du chômage, en